

Défense du journalisme

ENTRETIEN AVEC BERNARD GUETTA
Journaliste

CAHIERS DE MÉDIOLOGIE : Qui croire en période de crise ? Avec la perte de crédit des partis et des hommes politiques, on se tourne vers vous, les grands reporters, car vous allez, vous, sur le terrain. Et pourtant, il est parfois dit que, même dans la presse écrite, c'est souvent l'éditorialiste qui programme l'information, y compris la nature des reportages. Alors, à qui se fier ?

BERNARD GUETTA : Peut-être à la presse, car je ne partage pas votre pessimisme. Il me semble que les journaux ont, au contraire, beaucoup moins de certitudes qu'il y a 20 ou 30 ans, et qu'ils sont en ce sens plus fiables qu'ils ont pu l'être en d'autres temps. Un nouvel âge d'or s'ouvre à la presse écrite, notamment au grand reportage, car depuis l'écroulement du communisme, nous vivons dans l'incertitude. On ne sait plus et, comme tout le monde, comme l'époque dont ils sont le fruit et le reflet, les journalistes ont cessé de croire qu'ils savaient. Ils savent qu'ils ne savent plus. Cela se sent dans la presse et se sentira de plus en plus car les journalistes, avant d'être de gauche, de droite ou *néo-je-ne-sais-quoi*, sont aujourd'hui habités par le doute, travaillés par l'interrogation, éthique, politique, morale, déontologique. Ils cherchent et cette quête a deux effets contradictoires.

D'un côté (et j'imagine que c'est ce qui est derrière cette question), les éditorialistes sont parfois poussés à se faire plus péremptoires et polémiques, car leur fonction est d'affirmer – de tirer à chaud les conclusions de l'évé-

nement, ce qui est de plus en plus difficile. Tout se passe comme s'ils voulaient nier leur perplexité, l'habiller de logique tranchante, pour mieux cacher cette perte de repères dont souffre l'ensemble du monde politique, intellectuel et syndical. Ce malaise, que je ressens si fortement moi-même, c'est la raison qui me conduit aujourd'hui à retourner sur le terrain, à vouloir renouer avec le reportage après des années d'éditorial. Mais je ne suis pas le seul, bien au contraire. Il y a dans les rédactions un retour en grâce du grand reportage, qui n'avait pas disparu, bien sûr, mais qu'on avait plus ou moins cru dépassé par l'offre d'images et parce que l'idée du monde fini, dans lequel il n'y aurait plus rien à découvrir, s'était inconsciemment imposée à nous.

Ce retour du reportage, de l'envie d'aller voir, d'aller défricher l'inconnu à nos portes comme à l'autre bout du monde, c'est l'autre conséquence de l'incertitude ambiante. Lorsqu'on ne sait pas, lorsqu'on ne sait plus, le meilleur remède est d'aller se renseigner, voir, écouter : rapporter.

Voyez l'effort que font, en ce domaine, tant de journaux occidentaux dont *Le Monde* en France. Le phénomène est d'autant plus fort et général, porteur d'avenir, que journalistes et rédacteurs en chef voient bien que les lecteurs, ceux qui achètent, acceptent de plus en plus mal l'affirmation définitive. La loi du marché joue... Les lecteurs savent qu'il n'y a aucune raison pour que M. Dupont, journaliste, ait plus de titre à juger que M. Durand qui ne l'est pas. C'est la même chose qu'en politique. De même qu'on apprécie la modestie chez les hommes politiques, on l'apprécie chez les journalistes et on se détourne des vendeurs de recettes. Avouez que vous ne savez pas tout, assumez l'évidence, dites : « je ne sais pas » et l'on vous croira quand vous direz : « ça, je l'ai vu ».

Et puis, il y a une troisième raison pour laquelle il me semble que les *a priori* reculent dans la presse et que l'enquête retrouve sa primauté. Cette raison, c'est la télévision. Il y aura de plus en plus de grands reportages, non pas *malgré* la télévision, mais *grâce* à elle. La télévision met en appétit. Elle donne envie de comprendre ce qu'elle donne à voir. Elle appelle l'écrit car elle ne peut montrer que des images, c'est-à-dire des moments d'une réalité longue. Or derrière l'instant, il y a ce qui précède, ce qui est hors du champ de la caméra, non pas seulement parce que la caméra est manipulatrice, qu'on peut la braquer ici plutôt que là, mais parce que l'œil lui-même ne peut embrasser qu'une partie de l'Histoire.

En elle-même, que dit, par exemple, une image d'atrocité ? Elle désigne une victime et un coupable. Parfait, mais une fois qu'on a dit ça, que le fait est établi, a-t-on compris pourquoi la victime est victime et le coupable cou-

pable ? Pourquoi ce jour-là, personne n'a rien fait ou rien pu faire pour empêcher la barbarie ? Pourquoi les voisins sont restés chez eux ? Pourquoi les pays de la région n'ont pas bougé et les grandes puissances sont restées impuissantes ?

C'est cela que l'on a besoin de comprendre et, pour le comprendre, il faut aller sur place, après avoir lu, questionné et s'être questionné. Il faut voir les gens, les bourreaux et ceux qui ont survécu, les autres aussi : ceux qui ont laissé faire, par peur ou tacite approbation. Il faut demander : « comment avez-vous pu en arriver là ? Dans quel but ? Que va-t-il se passer maintenant ? » Il faut essayer de comprendre et faire comprendre, de décrire plutôt que de s'indigner, de faire passer dans le reportage tout ce que l'image du moment ne dit pas. La télévision, c'est une chose, indispensable, fondamentale. Vingt fois, j'ai une envie de sauter dans un avion, là, dans l'heure, après avoir vu un geste, un visage, un froncement de sourcil sur un écran de télévision. L'image ne peut pas faire comprendre. Le calepin-crayon le peut. La presse écrite permet d'aller chercher au-delà du moment, de l'instant qui ne nous dit que des choses trop simples, même si elles sont vraies.

La causalité, ça ne se voit pas, ça s'écrit : la télé ne peut remplir la fonction journalistique qui est la fonction de syntaxe...

Elle élargit le champ de l'intérêt, crée la curiosité. Ensuite, il faut y répondre.

Ne constate-t-on pas cependant une certaine homogénéisation de l'esprit public en France ? Il y a 30 ans, on allait au kiosque et on pouvait mettre sur sa table 5 ou 6 visions du monde différentes. Aujourd'hui, qu'on achète les journaux du matin ou du soir, on a la même vision du monde. En ce sens, on peut parler de dépolitisation, à ceci près qu'une optique l'a emporté sur toutes les autres – un récit qu'on pourrait ramener, pour aller vite, au diptyque « Droits de l'homme — Marché ».

Je ne suis pas d'accord avec vous. Vous avez une vision des choses trop pessimiste, presque fataliste. Tout n'est pas faux dans ce que vous dites mais il faut, là aussi, voir l'évolution, la dynamique, au-delà de l'instant. Comme à toutes les époques, il y a évidemment une idéologie dominante, d'autant plus irritante qu'elle souffre d'un manque de concurrence. Vous vous insurgez contre elle, tant mieux, mais attention à ne pas regretter du coup un passé qui n'avait rien pour inspirer de la nostalgie.

Pensez à la situation d'un journaliste des années 50 qui, sans être agent

de la CIA, ni même de droite ni même viscéralement anticommuniste, écrivait que l'Union soviétique était un vaste camp. Il se faisait encenser par des gens qu'il n'aimait pas ou bien écharper par des gens qu'il aurait aimé convaincre. Sa marge de manœuvre était infiniment plus restreinte qu'aujourd'hui. La guerre froide et la division du monde en deux blocs induisaient un manichéisme absolu et paralysaient toute vraie recherche de la vérité.

Cette grande bataille dans laquelle ceux qui n'étaient pas avec vous étaient contre vous avait du panache. On était plus mordant, plus brillant car dans un combat à mort, fût-il intellectuel, on est plus porté aux belles périodes. L'ennui c'est que, vu d'aujourd'hui, cette éloquence, cette fougue, écrasent de honte. Que de caricatures ! Que d'articles que leurs auteurs aimeraient n'avoir jamais écrits ! Vous dites « plusieurs visons du monde » : oui, mais tellement fausses, aveugles, stupides. Pour ma part, je ne regrette pas cette pluralité-là, même si la période dans laquelle nous sommes entrés semble moins exaltante. Les temps, c'est vrai, peuvent sembler mous, helvétiques, mais à nous, vous les intellectuels et nous les journalistes, de rappeler que le monde est moins parfait que jamais. Personne ne nous interdit de poser les bonnes questions et si nous ne savons pas encore le faire, cherchons, travaillons, plutôt que de dénoncer les faux-semblants dont notre impuissance est le lit. Aron a dit un jour que les intellectuels ne veulent pas changer le monde ni même l'expliquer mais seulement le dénoncer. Il ne tiendrait qu'à nous de lui donner tort. Donnons-lui tort !

Pour l'instant, nous patageons mais dans ce désarroi, il y a, après tout, la reconnaissance du fait que la Vérité est un puzzle de vérités additionnées. C'est un progrès, colossal, car la conscience de la complexité n'implique aucune neutralité. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas juger et prendre parti. Pour parler des Balkans, les gens qui ont laissé faire ou ordonné Srebrenica, qui ont ensuite démultiplié l'horreur avec les massacres du Kosovo, ne méritent aucune indulgence. Ils n'ont pas d'excuse. Moral et pénal, le jugement s'impose mais leur barbarie, l'accablante ignominie de ces crimes établis, ne doit pas dispenser d'une autre obligation : arriver à comprendre comment et pourquoi on en est arrivé là, comprendre dans l'espoir d'éviter que cela se reproduise.

Gérard Chaliand a publié, il y a de longues années déjà, un atlas montrant les différentes perceptions que les différentes nations ont du monde. À coup de cartes, il faisait comprendre comment on voit le monde, son organisation, ses dangers, selon qu'on le regarde de Chine, des États-Unis, d'Europe ou de Russie. Chaque nation a sa perception du monde et de ses

voisins. Il y a, en l'occurrence, une vision serbe, croate, slovène, albanaise, et ces visions sont des catégories mentales, ni légitimes ni illégitimes. Elles sont. Ce sont des réalités de départ dans lesquelles le poids de l'histoire est gigantesque.

Qui pourrait prétendre analyser le conflit du Proche-Orient en ignorant la solution finale, l'affaire Dreyfus, l'éclatement de l'empire ottoman et la colonisation occidentale ? Parmi les réactions à l'éclatement de la Yougoslavie de Tito, je crois évident qu'on a sous-estimé ce poids de l'histoire et des perceptions nationales, qu'on en est arrivé à une *sur-simplification* du problème en le réduisant aux crimes serbes. Il me semble que l'on aurait pu éviter beaucoup de ces crimes, et peut-être la guerre, si l'on avait su reconnaître que les intérêts nationaux que les Serbes ont voulu défendre par la terreur et le sang étaient absolument réels ou, au minimum, perçus comme tels par ce peuple.

Je vois donc bien à quoi vous pensez en parlant en ce moment d'une « vision unique des choses », d'un unanimité de la presse, mais prenons une comparaison, mauvaise par définition. Un jeune homme assassine une douzaine de vieilles dames. Gamin, il a été battu, violé, sous-alimenté. Il y a une relation de cause à effet que tout le monde voit mais le fait est là : il a tué douze vieilles dames, cruellement, atrocement, et la plaidoirie de son avocat ne prend pas. Elle ne peut pas plus prendre que les raisons des Serbes ne pouvaient être entendues après Srebrenica car il y a un moment où le refus de savoir l'emporte, où l'on est trop révolté pour encore tenter de comprendre, légitimement trop indigné pour que la recherche de circonstances atténuantes n'ait pas des airs de complicité.

C'est ainsi. Cela n'a rien de propre à cette période, rien à voir avec une quelconque pensée unique et je ne crois pas qu'il faille bâtir là-dessus une théorie de la presse. Il s'agit là d'une réaction humaine, commune, sans doute simplificatrice mais moralement saine.

Certains journalistes ont néanmoins le sentiment qu'au contraire on s'installe d'emblée dans une répartition des rôles, dans d'une dramaturgie, d'un scénario, où les places sont occupées par avance. Il y a des grilles de lecture qui vont désormais de soi. Le construit vécu comme naturel, c'est la définition de l'idéologie.

C'est donc que je ne vous ai pas convaincu. Mais j'aimerais revenir sur un autre point de votre précédente question. L'humanitaire vous fait grincer des dents. Il m'inquiète aussi car, sans beaucoup y réfléchir, nous sommes en train de passer du devoir d'ingérence humanitaire à l'obligation d'intervention

militaire. Ce n'est pas la même chose. Autant le premier n'est guère discutabile, autant la seconde l'est, pour une raison au moins : elle suppose qu'il y a des États vertueux, mûs par la seule morale et dégagés de leurs intérêts. C'est une idée d'autant plus discutabile que ces États se trouvent être les plus puissants du monde, donc les plus intéressés au maintien des rapports de force actuels. On touchera vite aux limites de cette conception de l'humanaire qui est une dérive, mais, dans le même temps, une époque qui sacralise la compassion doit susciter plus d'espoir que d'effroi. Je préfère cela aux temps où le martyre des autres peuples laissait indifférents ceux qui se sentaient sûrs de leurs lois et de leur sécurité.

Un journaliste peut-il échapper au chauvinisme, c'est-à-dire aux croyances de son milieu ? Sur le Kosovo, le point de vue des orientaux n'a pas mordu sur nos certitudes otanesques, et l'inverse est vrai. Les médias peuvent-ils, en d'autres termes, échapper à la loi du milieu ?

Un média doit être médiateur, c'est sa fonction, il s'en acquitte plus ou moins bien, suivant le moment et les titres. J'ai lu un excellent papier sur la vision que le monde arabo-musulman se faisait des bombardements de la Serbie. C'était intelligent et documenté. Il y a eu aussi un déluge d'articles, généralement bons, sur les tenants et aboutissants des réactions russes. Les papiers de ce type ne sont pas rares. J'en reviens à cette banalité fondamentale : un journaliste exprime ce qu'il est, c'est-à-dire un homme, produit d'un milieu et d'une culture. Arrive-t-il, par son métier, à dépasser cela ? Parfois, oui, parfois, non. En général, il y tend.

N'y a-t-il pas une spécificité du journalisme à la française qui serait sa haute teneur en idéologie ? Peut-être que « le nouveau journalisme », comme on l'a appelé entre 1970 et 1980, illustré par Jean-Claude Guillebaud ou vous-même, consistait à se délester de cet *a priori*. C'était réussi et fort sympathique. Mais par rapport à la presse anglo-saxonne, on a le sentiment de voir revenir le naturel au galop, avec une tendance au manichéisme, au parti pris.

Il y a un mythe de la presse anglo-saxonne qui n'est certainement pas moins idéologique que la presse européenne. Le manichéisme, la simplification, la catégorisation morale sont bien plus présents aux États-Unis qu'en Europe. N'oubliez pas que ce que vous lisez dans le *Herald Tribune* est la sélection de ce qu'il y a de meilleur et de plus international dans le *New-York Times*,

le *Washington Post* et le *Los Angeles Times*. La vision qui y est donnée du monde n'en est pas moins totalement *occidentalo-centrée*. En fait, ce mythe tient largement au fait que les journalistes anglo-saxons savent écrire court. Il n'y a pas de « bla-bla ». C'est un bonheur de trouver à peu près tout ce qu'il y a de disponible sur le marché de l'information en quelques feuillets... Mais lisez bien : il y a une musique ! Elle n'est ni neutre, ni dégagee des contingences culturelles. Il y a une idéologie – pragmatique, mais ce n'est pas à vous qu'on devrait rappeler que le pragmatisme est une forme d'idéologie !...

Entre le spécialiste et le moraliste, il y aurait donc une place spécifique pour le journaliste ? Si oui, comment défendre la légitimité de cette place ? Le droit à l'analyse propre, au pas de côté, est-il vraiment praticable dans ce nouveau contexte d'unanimisme ?

Avant de vous poser la question, envoyez un universitaire en reportage. Vous aurez immédiatement la réponse, sauf s'il devient journaliste. Ça arrive, mais ce n'est pas le même travail. Quant au moraliste, je renverse la proposition : je ne crois pas que le journaliste doive se mêler de faire de la morale. Quand il s'y aventure, il dérape neuf fois sur dix. À chacun son métier et le nôtre – le plus beau du monde – est fondamental, car il n'y a pas de démocratie sans presse, de presse sans journalistes ni d'intelligence sans information. Pour ce qui est enfin de notre légitimité, ne vous posez pas cette question. C'est une question de ministre de l'Intérieur. Les journalistes sont indispensables, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient tous bons. Comme les médecins, ou les architectes, il y en a de bons et de mauvais.

Une anecdote. Pendant la période de *Solidarité*, Jean-Paul II avait fait venir au Vatican cinq ou six intellectuels polonais, parmi lesquels Bronislaw Geremek, auquel il a demandé un exposé introductif sur la situation à Varsovie. Intimidé, Geremek lui répond : « le Pape sait tout, on ne peut rien lui apprendre ». Jean-Paul II l'arrête d'un mouvement de la main : « le Pape ne sait rien. Continuez, M. le professeur ». Comme le Pape, un bon journaliste doit savoir beaucoup de choses et savoir aussi qu'il ne sait rien.